



**HAL**  
open science

## Review of 'The Quality of Democracy in Eastern Europe: Public Preference and Policy Reform'

Filip Kostelka

► **To cite this version:**

Filip Kostelka. Review of 'The Quality of Democracy in Eastern Europe: Public Preference and Policy Reform'. *Revue Française de Science Politique*, 2011, 61 (6), pp.1175-1177. 10.3917/rfsp.616.1157 . hal-03461391

**HAL Id: hal-03461391**

**<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03461391>**

Submitted on 1 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives | 4.0 International License

On peut enfin regretter la faiblesse de l'approche historique. Là où les logiques géographiques de l'euroscpticisme sont traitées dans un chapitre entier (chapitre 3), trois pages seulement sont consacrées à la dimension historique du phénomène, dans lesquelles l'auteur reprend essentiellement le poncif du consensus permissif qui aurait pris fin à l'issue des années 1980. Dans son ouvrage *A Certain Idea of Europe*, C. Parsons montre au contraire que l'idée d'une Europe communautaire (c'est-à-dire supranationale) était, à l'origine, soutenue par des acteurs politiques marginaux et rencontrait de fortes résistances. Ce n'est que progressivement que cette idée a suscité une adhésion plus large, notamment en France. C. Leconte, alors qu'elle traite des implications actuelles de l'euroscpticisme au regard de la politique internationale, aurait pu mettre davantage l'accent sur la manière dont le soutien ou l'hostilité des uns et des autres envers l'intégration européenne ont historiquement été surdéterminés par le contexte de la guerre froide. Enfin, l'auteure n'était sans doute pas en mesure, dans son ouvrage paru en 2010, de rendre compte de recherches (surtout francophones) actuelles qui mettent en lumière la profondeur historique de l'hostilité envers la construction européenne et discutent souvent la notion même d'euroscpticisme, qui désigne implicitement un phénomène contemporain de l'ère post-Maastricht. Malgré tout, *Understanding Euroscpticism* s'impose au final comme un ouvrage de référence qui rend compte de manière à la fois concise et complète des connaissances accumulées par la recherche internationale sur les phénomènes d'hostilité envers l'intégration européenne, tout en les replaçant dans le contexte actuel de la gouvernance globale.

**Amandine Crespy -**

Université Libre de Bruxelles, CEVIPOL

**Roberts (Andrew) - *The Quality of Democracy in Eastern Europe. Public Preference and Policy Reform.* - New York, Cambridge University Press, 2009. 252 p. Bibliogr. Index.**

**L**a fin de la deuxième décennie de l'après-1989 a vu paraître un nombre significatif d'ouvrages dédiés à l'espace postcommuniste

qui tirent un bilan de la période écoulée. Le livre d'Andrew Roberts en fait partie et s'attaque à un sujet polémique. Il se penche sur la question de la qualité de la démocratie dans les pays postcommunistes membres de l'Union européenne et en propose une vision étonnamment positive, qui contraste fortement avec les interprétations existantes. La démarche de l'auteur développe trois objectifs principaux : proposer des critères pour évaluer la qualité de la démocratie dans un pays donné, appliquer ces critères à l'Europe centrale et orientale afin d'évaluer la qualité de la démocratie dans cette région, et enfin, identifier les facteurs causaux qui expliquent le niveau de qualité démocratique observé.

En passant en revue la littérature, A. Roberts montre la diversité des critères qui ont été retenus par différents chercheurs pour évaluer la qualité de la démocratie dans des contextes variés. Ces critères ont été définis en termes de procédures (par exemple, l'existence d'élections), de prérequis (État de droit), de résultats (la croissance économique, l'État providence, etc.) ou de liens (entre les gouvernants et les gouvernés). Les procédures et les prérequis étant les mieux conceptualisés comme conditions nécessaires pour la classification d'un régime comme démocratique – quelle que soit la qualité de sa démocratie – et les résultats étant trop imprégnés normativement, l'auteur a opté pour la dernière de ces conceptualisations, celle qui est la plus proche de l'origine étymologique du terme : pour lui, la mesure de l'intensité des liens entre les gouvernants et les gouvernés permet de déterminer à quel point le peuple (*demos*) est associé au gouvernement (*kratos*) et, en même temps, elle permet de minimiser le biais normatif car, comme le note l'auteur, des liens forts n'anticipent en rien sur la qualité des résultats (les politiques publiques).

S'inspirant de l'ouvrage d'Adam Przeworski, Susan C. Stokes et Bernard Manin<sup>1</sup> et partant des droits politiques fondamentaux dans les démocraties représentatives, l'auteur distingue trois liens démocratiques principaux. Il s'agit de la possibilité pour les citoyens de sélectionner les dirigeants, de leur adresser des pétitions et de les sanctionner pour leur manière d'exercer leur mandat. Ces liens sont forts quand les promesses électorales sont fiables (« *mandate responsiveness* »), quand

1. Adam Przeworski, Susan C. Stokes, Bernard Manin, *Democracy, Accountability and Representation*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

les élus sont réceptifs à l'égard de l'opinion publique (« *policy responsiveness* ») et quand les citoyens arrivent à imputer les bonnes ou mauvaises performances aux hommes politiques sortants lors des élections (« *accountability* »). Il est évident que, dans certains cas, ces trois liens peuvent être mutuellement exclusifs – par exemple, quand un revirement de l'opinion publique oppose les promesses électorales qui ont fait gagner l'élection au gouvernement en place. C'est pourquoi A. Roberts affirme que la qualité démocratique supérieure peut être atteinte par plusieurs combinaisons de ces trois liens et qu'elle n'exige pas qu'ils soient tous aussi forts.

Afin de mesurer la qualité de la démocratie en Europe centrale, le présent ouvrage a recours, d'abord, à des analyses quantitatives évaluant les trois liens démocratiques fondamentaux un par un, et ensuite, à des études de cas de politiques publiques, plus qualitatives, qui étudient le lien entre l'opinion publique et les politiques mises en œuvre. Le premier des chapitres quantitatifs (chapitre 3) montre que, dans les pays étudiés, la quasi-totalité des gouvernements sortants a subi des pertes électorales importantes (15 % en moyenne). Cependant, des analyses de régression indiquent que la magnitude de la perte y a varié en fonction de la performance économique, en particulier le chômage. A. Roberts en déduit que le troisième lien – la capacité des gouvernés à sanctionner les gouvernants – était fort. Cela contraste avec les résultats pour le premier lien étudié dans le chapitre 4. Des analyses de l'impact des promesses électorales concernant le rythme des réformes économiques (données collectées par A. Roberts à partir de la littérature secondaire) sur les politiques publiques (index de la Banque mondiale relatif à l'avancement des réformes économiques) révèlent une faible fiabilité des promesses électorales. Enfin, le chapitre 5 se penche sur la façon dont les politiques publiques – de nouveau opérationnalisées comme un index de progrès des réformes économiques – suivent l'opinion publique et l'auteur obtient des effets substantiels et statistiquement significatifs. La force de ce lien démocratique est ensuite confirmée par des analyses qualitatives des politiques de retraite (chapitre 6) et de logement (chapitre 7) conduites en Hongrie, en Pologne et en République tchèque. Elles montrent que les politiques mises en place ont, dans une grande mesure, tenu compte de l'opinion publique.

À la lumière de ces analyses, l'auteur conclut que, dans la région étudiée, la qualité de la

démocratie est plutôt forte car les électeurs parviennent à rendre les dirigeants responsables de leurs politiques. Même si les promesses électorales ne sont pas souvent réalisées, les politiques adoptées suivent l'opinion publique et le gain électoral des gouvernements sortants dépend de leur performance économique. À travers une comparaison tirée de la littérature secondaire, A. Roberts soutient que la qualité de la démocratie en Europe centrale et orientale est presque aussi forte que dans les démocraties occidentales (où, selon la structure institutionnelle, deux ou trois liens sont forts) et plus forte que dans les nouvelles démocraties d'Amérique latine (où le seul moyen de contrôle populaire qui fonctionne est la sanction électorale). Cet état positif de la démocratie centre et est-européenne s'explique, selon lui, notamment par la modernisation socio-économique apportée par les régimes communistes. Contrairement aux pays d'Amérique latine, les sociétés dans les démocraties postcommunistes ne connaissent pas de grandes inégalités en termes d'instruction ou de revenus. Les électeurs postcommunistes s'intéressent à la vie politique – même plus que leurs homologues dans les démocraties établies, selon certains sondages (dont le World Values Survey) – et sont capables de décoder le jeu politique.

Sur la base de la conceptualisation adoptée – certes discutable –, cet ouvrage présente le mérite de transformer un débat profondément normatif en un sujet empirique, bien circonscrit, qui permet la comparaison, ce qui est central dans la science politique internationale contemporaine. Dans ses analyses, l'auteur utilise ingénieusement les données disponibles et combine habilement les méthodes quantitatives et des évaluations qualitatives. Enfin, l'ouvrage est extrêmement riche en références et A. Roberts s'est efforcé d'anticiper les éventuelles critiques. Néanmoins, la conclusion de l'ouvrage peut sembler optimiste et les fondements de l'analyse posent question. En effet, en vantant la qualité de la démocratie centre et est-européenne, l'auteur semble avoir oublié la relative fragilité de ses preuves empiriques. Par exemple, ses analyses quantitatives se fondent souvent sur un nombre très limité d'observations et elles se focalisent quasi exclusivement sur les premières années de transition (1990-1998) et sur le domaine des réformes économiques, domaine évidemment crucial mais pas unique dans la vie politique postcommuniste. De surcroît, elles reposent sur une mesure très approximative de

l'opinion publique à l'égard des réformes économiques, à savoir la question de savoir si les citoyens veulent plus ou moins de réformes, ce qui ne dit absolument rien sur le périmètre, le contenu et la mise en œuvre de ces réformes. La question de la saillance des différents enjeux reste, elle aussi, complètement écartée.

De plus, dans ses analyses qualitatives de la relation entre l'opinion publique et les politiques publiques adoptées, l'auteur considère l'évitement du blâme (« *blame avoidance* ») comme l'une des facettes d'un lien démocratique fort, ce qui est plutôt contradictoire avec sa conceptualisation de la qualité démocratique. Dans la même veine, A. Roberts considère que la corruption et les violations de l'État de droit, dénoncées par tous les observateurs des développements politiques en Europe centrale et orientale, n'invalident pas forcément ses résultats. Cependant, il ne se rend pas compte que la corruption, ou plus précisément son élimination, peut être considérée comme une politique publique à part entière où les préférences du public sont bien connues. Enfin, la force du troisième lien démocratique – la capacité à sanctionner les gouvernants – reste, dans les pays d'Europe centrale et orientale, biaisée par la forte volatilité électorale et la circulation interpartisane du personnel politique, aspects soulignés par de nombreuses analystes.

Avec ces réserves, le présent ouvrage d'A. Roberts reste un livre stimulant qui propose des pistes concrètes pour l'étude de la qualité démocratique et qui ne devrait pas échapper à l'attention des comparatistes.

**Filip Kostelka** -  
Sciences Po Paris, CEE

**Bornschieer (Simon) - *Cleavage Politics and the Populist Right. The New Cultural Conflict in Western Europe.*** - Philadelphia, Temple University Press, 2010.  
246 p. Bibliogr. Index.

**D**epuis le milieu des années 1980, l'installation durable de nouveaux partis de droite radicale dans le paysage politique

européen constitue une source continue d'interrogations. Souvent analysés comme le symptôme d'un désenchantement démocratique et d'un rejet du système politique, les succès électoraux du FPÖ en Autriche, du VB en Belgique, du FN en France ou encore de l'UDC en Suisse inquiètent. Le récent ouvrage de Simon Bornschieer jette un regard différent sur la percée de ces partis, en montrant qu'elle renvoie en fait à la cristallisation d'une nouvelle ligne de clivage à forte composante culturelle, qui a simultanément transformé l'espace de la compétition politique et modifié les logiques du vote des électeurs sur l'ensemble du continent.

Le travail de S. Bornschieer constitue un volet du projet « National Political Change in a Globalizing World » dirigé par H. Kriesi et E. Grande<sup>1</sup>, dont il se distingue essentiellement par son angle d'attaque, la « droite populiste »<sup>2</sup>. Pour le reste, il utilise les mêmes données et suit le même protocole de recherche (chapitre 4). Dans les six pays étudiés (Allemagne, Autriche, France, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse), quatre élections d'enjeu national sont analysées de manière systématique : une élection de référence dans les années 1970, trois élections dans les années 1990-2000. Du côté de la demande, les attitudes et comportements des électeurs sont mesurés à partir d'enquêtes postélectorales universitaires. Du côté de l'offre, la position des partis politiques est estimée à partir d'articles de presse parus au cours des deux derniers mois précédant chaque scrutin dans deux titres nationaux (un quotidien traditionnel et un *tabloïd*).

La thèse défendue par S. Bornschieer peut être résumée en six points. 1/ L'émergence de partis de droite radicale en Europe de l'Ouest à partir des années 1980 s'inscrit dans une dynamique générale de transformation de l'espace de la compétition politique qui concerne l'ensemble du continent, y compris les pays où l'extrême droite n'a pas percé durablement. 2/ Cette dynamique renvoie à la cristallisation d'un nouveau clivage à très forte dimension normative, qui oppose les libertaires-universalistes aux traditionalistes-

1. Pour une synthèse de la première phase du projet, voir Hanspeter Kriesi, Edgar Grande, Romain Lachat, Martin Dolezal, Simon Bornschieer, Timotheos Frey, *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008. Un compte rendu de cet ouvrage a déjà été publié dans la revue par Pierre Martin, « La politique européenne occidentale à l'heure de la mondialisation », *Revue française de science politique*, 60 (2), avril 2010, p. 359-366.

2. La définition de la notion proposée par l'auteur pose problème et sera discutée plus loin. De manière générale, les termes de droite radicale et d'extrême droite sont préférés ici.